Région îledeFrance

# MIEUX VIVRE EN ILE-DE-FRANCE

## Conduire l'action publique régionale à partir des besoins des Francilien·nes

Les priorités budgétaires des quatre groupes de gauche et écologistes au conseil régional d'Ile-de-France pour l'année 2023

Groupe Socialiste Ecologiste Radical Ile-de-France

Pôle écologiste

Groupe LFI-A Conseil régional d'Ile-de-France

Groupe Gauche communiste écologiste citoyenne

# L'ÉDITO

## “Ceci n’est pas un budget !

Depuis 7 ans, Valérie Pécresse multiplie les promesses sans lendemain, les formules ronflantes et les coups de communication. **Il est venu l’heure de payer ses errements et constater les dégâts sur la collectivité régionale et dans la vie quotidienne des Francilien·nes !**

De notre point de vue, **l’heure est grave**. A la lecture du projet de budget 2023, nous ne pouvons que tirer le **signal d’alarme.**

**Coupes budgétaires** considérables dans le cœur des compétences, **recul du service public régional**, **absence de réponse** crédible aux besoins des Francilien·nes notamment en matière de **pouvoir d’achat**... C’est un **budget de renoncement**, sans véritable ambition, ni traduction des promesses faites, sans conscience de l’ampleur des besoins, que Valérie Pécresse présente pour 2023.

Ce budget s’inscrit pourtant dans un contexte de **crise climatique**, **inflationniste et sociale** sans précédent. Au lieu de venir en aide aux populations et de renforcer le service public, la droite régionale fait le choix de **baisser la dotation aux lycées publics**, de **supprimer les financements régionaux aux structures d’accompagnement de la jeunesse**, de **liquider le service public de la formation**, etc. Pire, Valérie Pécresse s’enferme dans le déni de la **crise des transports**, plongés dans le chaos par une **privatisation** zélée et le besoin de financements, pourtant connu de longue date.

Face à cette situation préoccupante, **les groupes de gauche et écologistes** du conseil régional ont engagé **une démarche inédite**, à la hauteur de **l’espoir** et des responsabilités confiés par les Francilien·nes et du **désir d’alternative pour l’Ile-de-France**. Ainsi, nous avons travaillé ensemble pour défendre le cœur des politiques publiques et porter une autre vision pour notre **région au service de ses habitant·es**.

**Oui, un autre budget est possible ! L’Ile-de-France mérite mieux et plus.**

Le creusement des inégalités et les besoins croissants des Francilien·nes exigent d’autres choix, tournés vers **les plus fragiles**, vers **l’environnement** et le **renfort des services publics**. Il s’agit de choix à l’opposé de la politique conduite par Valérie Pécresse qui fait de moins en moins illusion et semble de plus en plus isolée.

Vous trouverez dans ce dossier notre analyse commune du budget régional, les faits marquants et nos propositions concrètes. Il s’agit d’une première esquisse de ce que doit être **un contre-projet, de gauche et écologiste**, tourné vers **l’intérêt général** et non vers les intérêts particuliers ou partisans. Malgré les réductions successives des droits de l’opposition, nous porterons cette voix lors de la séance budgétaire des 12 et 13 décembre 2022 et toute l’année 2023 !

**Vous pouvez compter sur nous !**

**Céline Malaisé**
**Présidente du groupe GCEC**

**Vianney Orjebin**
**Président du groupe LFI-A**

**Ghislaine Senée**
**Présidente du Pôle écologiste**

**Jonathan Kienzlen**
**Président du groupe SER**

# CHIFFRES CLÉS

**Globalement : Les recettes de fonctionnement ont été supérieures de plus de 500 millions d'euros que prévu au BP 2022, et l'épargne brute, affichée à 22,6 %, s'est finalement élevée à 36,4 %. La part des dépenses obligatoires de fonctionnement reste dogmatiquement comprimée.**

**Où sont l'euro sur deux consacré à l'environnement, les 2,5 milliards promis annuellement entre 2020 et 2024, la mise en œuvre du Plan régional de lutte contre le changement climatique (1 milliard promis) ?**

**En fonctionnement, les lycées subiront une baisse inédite des dotations : moins 18,1% soit 13,3 millions, malgré l'inflation et l'augmentation des effectifs (+1,17%).**

**Recours massif à l'intérim dans les lycées : + 33% en deux ans, avec plus de 44 millions d'euros en 2023**

**En investissement, le plan d'urgence des lycées patine : les crédits de paiement pour les travaux reculent de près de 27 millions d'euros en 2023 ! La rénovation est également touchée : 50 millions en moins.**

**Pour les transports : augmentation de près de 12% du prix du passe Navigo et +31,6% le Navigo/semaine, de 10,5% pour le ticket de métro et de 6,7% la carte Imagine R.**

**Pour la formation professionnelle : baisse importante des dépenses obligatoires en fonctionnement, qui passent de 431 millions d'euros à 292 millions d'euros. Liquidation de Défi métiers ...**

# BUDGET RÉGIONAL 2023

## Dogmatisme, déconnexion et abandon

Ce BP 2023 marque, encore une fois, **la déconnexion de la droite régionale** avec les attentes des Francilien·nes et les enjeux du territoire et traduit, derrière les grandes annonces et la communication huilée, les mensonges de l'exécutif.

Enfermé dans un **modèle ultra-libéral** qui glorifie les ratios financiers et se nourrit (au nom de "**l'efficience**" et de la "**performance**") de la **casse des services publics** et de la perpétuation de standards de développement, de production et de consommation qui abîment dangereusement la biodiversité et le vivant, ce budget 2023 a de quoi profondément nous inquiéter.

Chaque année, c'est la même ritournelle. **Le taux d'épargne brute, la capacité d'autofinancement et la capacité de désendettement en années restent à un niveau très élevé**. Pour les banques, les grandes entreprises et les agences de notation, ce sont de bons points. Mais pas pour **les Francilien·nes** qui, eux, **voient** leurs **conditions de vie, de travail, de logement, de transports, d'apprentissage immuablement se dégrader** !

À la présentation du Compte administratif 2021, et alors que nous étions plongé·es depuis de longs mois dans une crise sanitaire, écologique et sociale inédite, nous avons pu avoir la confirmation de ce qui, à un tel niveau, n'est plus de la prudence, mais de l'indécence budgétaire.

En dépit des grandes difficultés rencontrées par les Francilien·nes (nous gardons en tête l'image de ces **étudiant·es qui, dans des files interminables, attendaient devant les banques alimentaires**…), **les recettes de fonctionnement** ont été supérieures de plus de **500 millions d'euros que prévu au BP**, et **l'épargne brute, affichée à 22,6 %, s'est finalement élevée à 36,4 %.**

Les recettes de fonctionnement de la collectivité sont déjà affichées en hausse de 6,5 % par rapport au BP 2022. Pourtant, érigée comme un motif de fierté par la droite, **la part des dépenses obligatoires de fonctionnement reste dogmatiquement comprimée**, malgré l'inflation, malgré un mal-être des agent·es publics toujours plus prégnant, malgré des besoins des usager·es en augmentation et une intensification des fractures infrarégionales !
Armé de son obsession de maîtrise des dépenses, **l'exécutif régional abandonne ses compétences et l'intérêt général au secteur privé concurrentiel**.

**Et côté investissement, on est loin, très loin, de l'ambition et du volontarisme que l'urgence climatique et sociale exige.**

Où sont **l'euro sur deux** consacré à **l'environnement**, les 2,5 milliards promis annuellement entre 2020 et 2024, la mise en œuvre du PRACC? Où est la priorité à la **lutte contre le réchauffement climatique** et la **protection de la biodiversité** ? Où est la **révolution** des **transports** ? Où est ce développement des territoires qu'on nous promet "équilibré, solidaire et durable"? Où est "**l'égal accès** de tous aux services et **équipements publics**" ? Où est l'ambition pour **accompagner les Francilien·nes sur un chemin professionnel** adapté à leurs besoins, en phase avec la nécessaire **transition écologique** du tissu économique ? Où est l'ambition attendue dans nos **lycées publics**, maillons si essentiels de **la cohésion sociale** et du **développement vertueux** de notre région ?

**À l'heure où les Francilien·nes ont plus que jamais besoin du soutien de la région, les choix de l'exécutif les confrontent à un grand risque d'exacerbation des crises.**

# LES LYCÉES

Les lycées constituent, avec les transports, une compétence majeure du conseil régional... Construction, entretien, restauration, chauffage : les besoins sont criants, les établissements sous pression et la Région aux abonnés absents. **Fait marquant de 2023, la dotation globale de fonctionnement aux 474 lycées diminue de 18,1% soit 13,3 millions** : **une chute historique** ! Ce budget confirme que le plan d'urgence, promis pour rénover et construire des lycées, fait du sur-place comme l'a confirmé la chambre régionale des comptes.

# LES EVOLUTIONS POUR 2023

En **fonctionnement**, les lycées subiront une baisse inédite des dotations : **moins 18,1% soit 13,3 millions, malgré l'inflation et l'augmentation des effectifs (+1,17%)**. De plus, l'exécutif a décidé de **réduire les dotations versées pour ponctionner les fonds de roulement des lycées publics** provoquant la colère des chef.fes d'établissements et des parents d'élèves. Un à un, les Conseils d'Administrations des lycées publics rejettent le budget 2023... **Depuis 2016, la part « élève » versée à chaque établissement a diminué de 20€...** et cela se poursuit ! A noter : les lycées privés ne sont pas concernés par cette ponction injuste.

Le fonctionnement des lycées reste difficile face au nombre considérable de postes vacants : **plus de 250 offres d'emplois sont actuellement en ligne** ! Au lieu de **déprécariser** et de valoriser ces métiers, l'exécutif fait usage d'un **recours massif à l'intérim : + 33% en deux ans, avec plus de 44 millions d'euros en 2023 !**

En **investissement**, le plan d'urgence patine : **les crédits de paiement pour les travaux reculent de près de 27 millions d'euros en 2023** ! La rénovation est également touchée : **50 millions en moins** ! Les retards s'accumulent par ailleurs pour les nouveaux établissements... **compromettant** l'ouverture des **9000 places promises**, pendant la campagne électorale de 2021, pour 2027.

# ZOOM

**En novembre dernier, la fermeture de plusieurs lycées, dont 7 dès juin 2023, était dévoilée. Il s'agit d'une mesure brutale, dénuée de toute concertation. Alors que nos groupes, les parents d'élèves et la communauté éducative dénoncent avec force et détermination ces fermetures, nous découvrons petit à petit que les arguments de la droite régionale tombent un à un ! Ces fermetures, si elles étaient mises en œuvre, engendreraient un chassé-croisé extraordinaire au sein de l'Académie de Paris... au détriment des élèves et des enseignant·es !**

# NOS PROPOSITIONS

- La **gratuité** de la **restauration scolaire** dans les lycées pour les **tranches 1 à 4 du quotient familial**;
- Un **moratoire** sur la **fermeture** des **lycées parisiens**;
- Une **hausse** de **20,7 millions d'euros de la dotation globale de fonctionnement des lycées** pour rattraper l'inflation et tenir compte de la hausse des effectifs;
- Le **retour** de la Région dans la **lutte contre le décrochage scolaire** avec une enveloppe de **10 millions d'euros**;
- Un **plan de recrutement** de **300 agent.tes techniques dans les lycées** et de **déprécarisation**;
- La mise en place d'une **garantie** pour le **chauffage des lycées** face aux ruptures constatées sur le terrain;
- Le **rattrapage des investissements** en matière d'équipements sportifs **(+10 millions d'euros par an)** pour les lycéen.nes alors que l'Ile-de-France est carencée;
- La création d'un **service public régional de maintenance et de recyclage des matériels informatiques**;
- La **refonte du budget d'autonomie des lycées** pour réintroduire de l'égalité et de la transparence dans les dotations attribuées aux établissements;
- **Supprimer les subventions extra-légales aux lycées privés**.

*Mobilisation devant le conseil régional d'Ile-de-France contre la fermeture de 10 lycées parisiens dont 7 professionnels - 8 novembre 2022*

# LES TRANSPORTS

Les transports publics sont nos premiers alliés pour répondre aux urgences sociales et environnementales : sociales en ce qu'ils permettent de rendre effectif pour chaque Francilien·nes le droit à la mobilité pour aller travailler, se soigner, se divertir d'une part. D'autre part au désenclavement de territoires aujourd'hui frappés par des inégalités territoriales (géographiques et sociales) profondes. Environnementales en ce qu'ils permettent de baisser massivement nos émissions de gaz à effet de serre en réduisant la place de la voiture notamment. Il y a donc urgence à offrir à chacun·e un **réseau de transport efficace et à un prix abordable pour relever tous ces défis.**

# LES EVOLUTIONS POUR 2023

Alors que 2022 a été rythmée par les **galères** dans les transports franciliens, 2023 va très certainement démarrer par la symbolique **hausse du prix des titres de transport** pour compenser le **déficit** de près d'**1Md€** d'Île-de-France Mobilités (IDFM). **C'est une augmentation de près de 12% du passe Navigo qui a été décidée par Valérie Pécresse à l'issue du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités de décembre et qui prendra effet à compter de janvier 2023. Le ticket de métro augmentera quant à lui de 10,5% et la carte Imagine R connaitra à partir de septembre prochain une hausse de 6,7%.**

Malgré les **échecs** évidents de sa politique, **Valérie Pécresse** entend poursuivre et amplifier en 2023 les décisions à l'origine des difficultés de cette année. A commencer par la **privatisation des transports**, qui **coutera 5 Mds €** à IDFM avant 2025 et qui est précisément l'élément déclencheur de la **pénurie actuelle de chauffeurs**, **d'agent·es** et de **machiniste**.

Tout retour à la normale, et, notamment à une **offre de transport à 100%** est donc impossible pour les prochains mois. Autre sujet au cœur des désaccords avec l'exécutif régional, ses choix stratégiques visant à privilégier des **grands projets « vitrines »** au **détriment d'investissements** massifs pour les **transports du quotidien (RER, métros, bus, transiliens, tramways ...)**. Une illustration, le budget alloué aux **investissements** dans le réseau de **métro** en **baisse de plus de 20%** pour 2023, avec pour conséquence la situation que nous connaissons depuis de nombreux mois en Île-de-France : **problèmes d'exploitations**, **suppression de trains et de bus et sursaturation du réseau. Par ailleurs, le volet mobilités du Contrat de Plan Etat-Région n'est toujours pas discuté. Il accuse désormais 3 ans de retard et met en difficulté plusieurs projets et chantiers en cours.**

# ZOOM

**Les différents scénarios présentés par l'exécutif régional convergent tous vers le principe d'une hausse généralisée du prix des titres de transports. Cette décision dont Valérie Pécresse aura à assumer seule la responsabilité serait alors concomitante d'une dégradation considérable des conditions de transports des Franciliennes et Franciliens. Pourtant, il s'agirait là d'une triple erreur. Sur le plan social, cela reviendrait à pénaliser davantage encore les Franciliennes et les Franciliens déjà largement touchés par le contexte inflationniste. A l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, cette hausse constituerait par ailleurs un contresens écologique historique. Sur le plan financier enfin et de l'aveu même des services d'IDFM, cette augmentation entrainerait un effet d'éviction : perte de 30 000 à 40 000 abonnés et multiplication des fraudes.**

STOP GALERE .FR

***Campagne innovante et unique en son genre*** *de mobilisation portée par des élu·es, des usager·es, des syndicats de salarié·es pour des transports publics de qualité en Ile-de-France* ***à l'initiative des quatre groupes de gauche et écologistes au conseil régional d'Ile-de-France.***

# NOS PROPOSITIONS

- Le **blocage du prix** des titres de transport (**Navigo**, **ticket à l'unité et cartes Imagine R**);
- De **nouvelles recettes** pour les transports franciliens, en fonctionnement et en investissement;
- Le **retour immédiat à 100%** de l'offre de transports ;
- La **revalorisation salariale** et un plan de **recrutement** massif de conducteurs ·trices de trains, RER, Bus sous contrat public;
- **L'augmentation** des **investissements** pour **moderniser** le réseau et le matériel roulant;
- La mise à l'étude de **nouvelles lignes de transports** offrant aux Francilien·nes de vraies **alternatives** à l'usage de la **voiture** pour lutter contre la **pollution de l'air**;
- Mettre en œuvre les **assises du financement** des transports;
- Une accélération de la mise en œuvre du schéma directeur pour **l'accessibilité** des gares du réseau d'IDFM avec une hausse du budget alloué;
- **Renoncer à la déshumanisation** des gares et à la réduction de présence des agents SNCF et RATP;
- Une **hausse** conséquente du **budget** alloué à l'aménagement du **RER Vélo** et du **Plan Vélo**;
- Mettre en œuvre un vrai **plan de déploiement du fret ferroviaire** afin de limiter le transport de marchandises par la route;

*Mobilisation devant le conseil régional d'Ile-de-France contre l'augmentation du passe Navigo à l'appel du collectif Stop Galère en amont du conseil d'administration d'IDFM - 7 décembre 2022*

# LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La **formation** et **l'insertion professionnelle** sont au premier rang de ces **compétences majeures de la Région** terriblement **malmenées par l'exécutif de droite**. La politique de Valérie Pécresse est, depuis 2016, marquée par **l'affaiblissement progressif** de la **politique d'accompagnement** des Francilien·nes (ont ainsi été **supprimés** des dispositifs phares comme **les emplois d'insertion en environnement** ou **les emplois tremplins**), au bénéfice d'une réponse exclusive, **purement quantitative**, aux besoins en **main d'œuvre des entreprises**.

# LES EVOLUTIONS POUR 2023

Ce **BP 2023** est ainsi marqué par **une baisse importante** des **dépenses obligatoires en fonctionnement pour la formation professionnelle**, qui passent de **431 millions d'euros à 292 millions d'euros**.

Ce secteur fait particulièrement les frais de la **stratégie purement gestionnaire** de la **majorité de droite**, en dépit des besoins spécifiques des Francilien·nes en matière d'accompagnement et de parcours, particulièrement pour les **publics en grandes difficultés et ceux les plus éloignés de l'emploi**.

**2022 est une année noire** pour le secteur, marquée par la **dissolution brutale de Défi Métiers**, la **fermeture totale ou partielle de 6 Lycées professionnels parisiens** (ainsi que celui Georges Brassens et sa filière Arts et Musiques) pour des raisons purement économiques, ainsi que **la fin annoncée des Espaces Dynamiques d'Insertion (EDI) et la fragilisation des Missions locales**.

# ZOOM

**Espaces dynamiques d'insertion : 150 emplois vont être supprimés et des milliers de jeunes vont voir leur parcours brutalement interrompu. L'accompagnement personnalisé prodigué par ces structures est pourtant adapté aux difficultés spécifiques de publics jeunes, fragiles et très éloignés de l'emploi. Les EDI ne sont pas des "agences de placement", qui devraient être "financées à l'acte". Implantées dans les territoires, au plus près des besoins, elles ont prouvé la pertinence, la qualité et l'efficacité de leur action, comme pendant le premier confinement.**

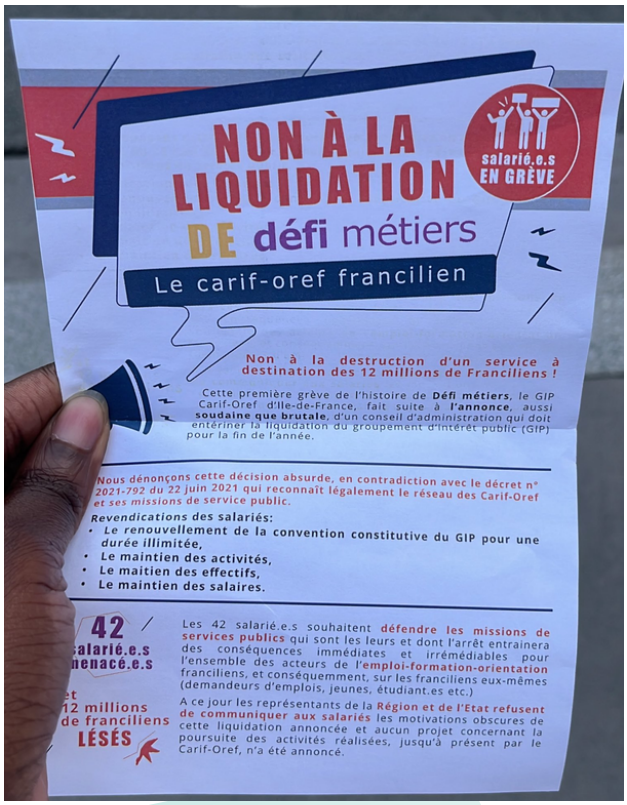
**Le traitement infligé aux EDI est dans la droite ligne de la décision brutale, il y a 3 mois, de dissoudre Défi Métiers. Début septembre 2022, les 42 salarié·es du GIP ont appris la non-reconduction de leur convention et par conséquent la fin de l'organisme. Depuis 1988, Défi Métiers œuvre pour la réussite des politiques publiques d'orientation, de formation professionnelle et d'emploi.**

**Quant aux Missions locales, l'exécutif de droite décide de les affaiblir encore un peu plus, avec une nouvelle convention et une baisse des financements dont les conséquences sur leur fonctionnement et l'accompagnement des publics vont être très graves.**

# NOS PROPOSITIONS

Pour **une vraie politique de la formation professionnelle et de l'insertion**, au plus près des réalités et des besoins des Francilien·nes, les groupes de gauche et écologistes de la Région proposent :

- De **l'ambition pour la formation professionnelle**, pour faire face aux défis contemporains comme celui de la **transition écologique**, avec un vrai **service public de la formation**;
- La **préservation des Espaces Dynamiques d'Insertion**;
- La **création** d'un **guichet unique d'information** sur le modèle de la Cité des Métiers et non l'Agence de la promesse républicaine;
- Le **financement massif des métiers en tension** agissant dans les **filières sociales** et de la **transition écologique**;
- La r**éorientation des financements des Écoles de production** vers les **lycées professionnels**;
- Le **maintien de Défi métiers**.



*Mobilisations devant le conseil régional d'Ile-de-France contre les liguidations des EDI et de Défi Métiers - 15 septembre 2022*

# L'ADMINISTRATION RÉGIONALE

Depuis l'**arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la Région**, nous avons assisté à la lente mais perpétuelle **destruction du service public**. **Suppression de postes**, environnement de travail bousculé sans aucune concertation préalable des agent·es, **recours à l'intérim** et **multiplication des CDD**, **baisse progressive des subventions aux organisations syndicales**... Ce sont autant de sujets sur lesquels les groupes de la gauche et de l'écologie ont porté des amendements afin de **dénoncer le démantèlement du service public régional** auquel les agents et donc, par ricochet, les Francilien·nes ont à faire face.

# LES EVOLUTIONS POUR 2023

**Peu de nouveauté dans cette proposition de budget** si ce n'est la nouvelle fierté de la direction des ressources humaines : le « **flex-office** ». Ce principe consiste à disposer d'un bureau (ou pas) lorsque l'on se déplace sur son lieu de travail si on arrive avant ses collègues. Ces nouvelles dispositions au travail n'étant pas atteignable au vu des dysfonctionnement récurrents que connaissent les transports publics franciliens.

Aussi, ce nouveau principe **imposé aux salarié·es**, explique en partie le franc succès du télétravail (1378 /1500 sont en télétravail sur deux jours soit la grande majorité) mais également **le mouvement social qui s'est déclaré dans plusieurs directions des Services.**

Quant à la **stratégie immobilière** choisie par Valérie Pécresse, qui devait amener la Région à faire des économies, on peine à la comprendre au moment où de **nouveaux travaux (pour la bagatelle de 6,337 M€ en 2023) sont effectués sur le bâtiment de Barbet de Jouy et que le loyer sur les deux bâtiments de Saint-Ouen sont multipliés par 3.**

**Effectif global des agents permanents de la Région Île-de-France au 31 décembre 2021**

| | Agents du siège | | | Agents des lycées | | | Total effectif permanent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Catégories | Titulaires et stagiaires | Contractuels | **Total agents permanents au siège** | Titulaires et stagiaires | Contractuels | **Total agents permanents des lycées** | |
| Catégorie A | 594 | 353 | **947** | | | | **947** |
| Catégorie B | 258 | 37 | **295** | 10 | | **10** | **305** |
| Catégorie C | 487 | 45 | **532** | 7352 | 1307 | **8659** | **9191** |
| **TOTAL** | **1339** | **435** | **1774** | **7362** | **1307** | **8669** | **10443** |

*RAPPORT SOCIAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE : NOVEMBRE 2022*

# ZOOM

**Où est passé le fameux « centre supervision intelligent » des caméras de surveillance des lycées publics, dit centre XXL ? Tant vanté par Valérie Pécresse, dont la Région prévoyait un financement à hauteur de 2 millions d'euros on peine à le retrouver dans les délibérations de l'Exécutif.**

# NOS PROPOSITIONS

- **Recrutement** de **300 agent·es** dans les lycées;
- **Déprécarisation** des **agent·es du siège et dans les lycées** avec la **stagiairisation** de tous les agent·es de **catégorie C éligibles**, **la CDIsation des agent·es** qui ne seraient pas éligibles à la stagiairisation et la fin du recours à l'intérim;
- **Réduire drastiquement le recours aux cabinets de conseil** et renforcer **l'expertise interne** aux services régionaux;
- Faire la **transparence** sur le **patrimoine régional** et sur les **coûts du déménagement du siège;**
- Faire la **transparence** sur les **promesses de Valérie Pécresse non-tenues** notamment les milliards d'euros promis (1 milliard pour le Val d'Oise, 1 milliard pour le climat, 10 milliards pour la santé, etc.) ;
- **Rapprocher le service public régional** par le **déploiement de permanences de proximité**;
- **Soutenir la démocratie sociale** en revenant sur la baisse de **68% des subventions régionales aux organisations syndicales;**
- **Rembourser le passe Navigo à hauteur de 75%** pour les **agent·es de la région** face à la hausse tarifaire;

*Siège du conseil régional d'Ile-de-France*

# TOUR D'HORIZON DES AUTRES POLITIQUES SECTORIELLES

## La communication plutôt que l'action

**Depuis sa première élection** en tant que Présidente, en 2015, **Valérie Pécresse s'attache** à **réduire les budgets des politiques publiques instituées en faveur des Franciliennes et Franciliens**. À ce manque d'ambition pour réduire les **inégalités** entre les habitants de nos territoires, à cet **abandon des compétences premières** de la Région (transports, lycées, formation professionnelle…), **Valérie Pécresse privilégie des secteurs qui ne relèvent pas de la Région, comme la politique du « bouclier de sécurité » critiquée à de nombreuses reprises par la Chambre régionale des comptes.**

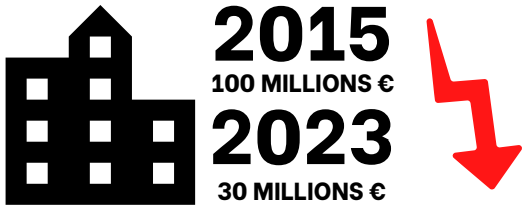
## Besoins de la population, les grands oubliés

**Le Budget 2023** ne fait pas exception à la **politique de désinvestissement de la Région** sur nos territoires, et cela est d'autant plus vrai auprès des habitants qui en ont le plus besoin. Ainsi, **Valérie Pécresse préfère financer des actions sécuritaires** dans les lycées (caméras, brigades de sécurité) plutôt que développer pour nos jeunes des **actions sociales** (aide alimentaire, soutien psychologique aux étudiants) ou culturelles et socio-culturelles (expositions artistiques dans les lycées, médiateurs).

**Premier exemple : les investissements en faveur du logement des jeunes baissent de manière significative**.

Deuxième exemple, les interventions ou non interventions en faveur des **publics fragiles** nous interrogent : **aucune ligne budgétaire en faveur des personnes sans abri**, **suppression des lignes budgétaires en direction des personnes âgées, réduction des crédits au bénéfice des personnes en situation de handicap.** Quant au plan « **autisme grande cause régionale** », il est **toujours en attente de financement.**

**Financement régional du logement social**




## ZOOM

**La politique de la majorité manque singulièrement d'ambition concernant le climat, qu'il s'agisse des actions relatives à l'atténuation des GES ou d'adaptation au changement climatique. Le milliard promis pour le PRACC n'existe pas, c'est un énième coup de communication qui est absent du budget 2023.**

**L'inaction continue d'être au rendez-vous : pas de réelle politique en faveur de l'agriculture bio, ou de l'agriculture urbaine professionnelle, de la politique de prévention des déchets, de la préservation de la faune, de la flore et de la ressource en eau.**

**Rien de tangible non plus pour l'aide à la transition énergétique des ménages modestes (logement, véhicule… ).**
**Rien pour soutenir les habitants « réfugiés climatiques ».**
**Rien, enfin, pour prévenir les risques d'inondation, la Région préférant sous-traiter la question auprès de la MGP qui ne recouvre pas tout le territoire francilien.**

# NOS PROPOSITIONS

- Mettre en place **des aides et financements visant à réduire les passoires thermiques des logements et équipements publics;**
- Instituer un **moratoire sur les méthaniseurs**,
- Engager une **politique régionale de prévention des inondations;**
- **Supprimer** le **projet de centre XXL de supervision des caméras** de surveillance des **lycées;**
- **Investir massivement** pour le financement accru de c**onstruction de logements sociaux;**
- Maintenir une **gestion publique des îles de loisirs;**
- Engager de réels dispositifs pour **lutter contre les violences sexistes et sexuelles**,
- Construire des **centres de santé régionaux**;
- **Soutenir** davantage **les clubs sportifs** dans les territoires;
- **Augmenter** drastiquement le **soutien régional aux personnes en situation de handicap;**

Séminaire régional de travail des quatre groupes de gauche et écologistes - 25 novembre 2022

# TROMBINOSCOPE DES 52 ELU·ES DE GAUCHE ET ÉCOLOGISTES AU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

**ABEILLE Laurence**
Pôle écologiste

**AUTAIN Clémentine**
La France insoumise et apparentés

**AZZAZ Nadège**
Socialiste, écologiste et radical

**BERESSI Isabelle**
Socialiste, écologiste et radical

**BOUZID Elodie**
Pôle écologiste

**CAMARA Lamine**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**CHIBANE Kader**
Pôle écologiste

**CHIKIROU Sophia**
La France insoumise et apparentés

**COSSE Emmanuelle**
Socialiste, écologiste et radical

**DAMERVAL François**
Pôle écologiste

**DE COMARMOND Hélène**
Socialiste, écologiste et radical

**DELACROIX Adrien**
Socialiste, écologiste et radical

**DES GAYETS Maxime**
Socialiste, écologiste et radical

**DIOP Dieynaba**
Socialiste, écologiste et radical

**DUMAS Cécile**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**DUMESNIL Jean-luc**
Pôle écologiste

**GARNIER Julie**
La France insoumise et apparentés

**GERGEN Colette**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**GERMAIN Jean-Marc**
Socialiste, écologiste et radical

**GHIATI Vanessa**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**GUEDJ Jérôme**
Socialiste, écologiste et radical

**GUILLAUD-BATAILLE Fabien**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**HAMON Benoît**
Pôle écologiste

**HUBERT Florent**
Socialiste, écologiste et radical

**HULEUX Jacques**
Pôle écologiste

**JARRY-BOUABID Anne-Claire**
Pôle écologiste

**JURAVER Philippe**
La France insoumise et apparentés

**KIENZLEN Jonathan**
Socialiste, écologiste et radical

**KRIBI-ROMDHANE Hella**
Pôle écologiste

**LAHMER Annie**
Pôle écologiste

**LE MEUR Stéphanie**
Socialiste, écologiste et radical

**LAURENT Hadrien**
Socialiste, écologiste et radical

**MIGUEL Paul**
Socialiste, écologiste et radical

**MALAISÉ CÉLINE**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**MECHTOUH Sorayah**
Pôle écologiste

**MEURICE Fabienne**
Pôle écologiste

**MIGNOT Didier**
Gauche communiste écologiste et citoyenne

**PELEGRIN Carine**
Pôle écologiste

**NENNER Charlotte**
Pôle écologiste

**OGBI Fatima**
Socialiste, écologiste et radical

**ORJEBIN Vianney**
La France insoumise et apparentés

**PEGEON Jean-Baptiste**
Pôle écologiste

**ROMERO Roberto**
Pôle écologiste

**PREVEL Guillaume**
La France insoumise et apparentés

**PRUDHOMME Christophe**
La France insoumise et apparentés

**PULVAR Audrey**
Socialiste, écologiste et radical

**QNOUCH Raphael**
La France insoumise et apparentés

**SENEE Ghislaine**
Pôle écologiste

**TEMAL Rachid**
Socialiste, écologiste et radical

**TRIGANCE Yannick**
Socialiste, écologiste et radical

**SECK Aissata**
Socialiste, écologiste et radical

**VANNIER Paul**
La France insoumise et apparentés

# CONTACTS

**GROUPE GAUCHE, COMMUNISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE**

yoann.rispal@iledefrance.fr

**GROUPE LA FRANCE INSOUMISE ET APPARENTÉS**

mohamed.awad-abdou@iledefrance.fr

**GROUPE PÔLE ÉCOLOGISTE**

anais.tournier@iledefrance.fr

**GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RADICAL**

groupe.ser.idf@gmail.com